

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 162/06

AMR 34/018/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA

Roberto Cruz Romero Cortez (h)
Arturo Mendez (h)
Mercedes Clemencia Lopez Castro (f)
Carmelina Lopez Cortez (h)
Edwin Ranferi Lopez Castro (h)
Julio Humberto Ramos Lopez (h)
Natalia Lopez Lem (f)
Felisa Lopez Lem (f)
Gonzalo Ramoz Gomez (h)
Rolando Ovidio Lopez Fuentes (h)
Alma Roselia Juarez Alvarez (f)
tous anciens ouvriers de l'exploitation agricole de Nueva Florencia

Londres, le 8 juin 2006

Onze familles ayant travaillé dans l'exploitation agricole de Nueva Florencia, une plantation de café située dans la municipalité de Colomba Costa Cuca (département de Quezaltenango, dans l'est du pays), ont récemment été la cible de manœuvres d'intimidation. Il semblerait que celles-ci aient pour objectif de les dissuader de défendre leurs droits syndicaux, après la décision marquante d'un juge qui leur a attribué des terres en guise de dédommagement pour un licenciement abusif. Amnesty International est inquiète pour leur sécurité.

Le 1^{er} juin, ces anciens ouvriers agricoles ont appris que des agents de sécurité avaient reçu l'ordre de tirer sur eux s'ils passaient par les plantations de café de l'exploitation de Nueva Florencia. Ils sont gravement inquiets pour la sécurité de leurs enfants, dont l'école est située à trois kilomètres de leur domicile s'ils empruntent un raccourci à travers les plantations de café, mais à six kilomètres s'ils suivent une voie publique plus longue.

Le 23 mai, vers 2 heures du matin, des agents de sécurité privés employés par l'exploitation de Nueva Florencia auraient tiré des coups de feu à proximité du domicile de ces anciens ouvriers. D'autres coups de feu avaient été tirés dans les environs vers 1 heure le 22 mai, vers 6 heures le 16 mai et vers 20 heures le 15 mai.

En 1997, 11 ouvriers ont engagé des poursuites judiciaires contre OTTMAR S.A., propriétaire de l'exploitation de Nueva Florencia, après avoir été licenciés pour avoir formé un syndicat. Le 11 mai 2006, cette procédure a presque abouti à un règlement définitif lorsqu'un juge a mis les exploitations de La Gloria et La Isla (également détenues par OTTMAR S.A.) dans une vente aux enchères publique afin de recueillir des fonds pour financer les indemnités qui avaient été accordées à ces anciens ouvriers. Personne ne s'étant porté acquéreur de ces biens, le juge a attribué La Gloria et La Isla aux travailleurs licenciés, qui attendent désormais les titres de propriété correspondants.

Depuis le 12 mai, le personnel de sécurité privé de Nueva Florencia a été renforcé et ses membres ont commencé à effectuer des patrouilles de nuit à proximité du domicile d'anciens ouvriers. Ce jour-là, les propriétaires de l'exploitation ont fait diffuser sur une radio locale, moyennant finances, des annonces disant : « *Avis aux personnes intéressées : nous vous informons que La Gloria et La Isla appartiennent à OTTMAR S.A. et que toute personne qui tentera de s'introduire sur ces terres est prévenue que nos agents de sécurité ont reçu l'ordre de les en expulser en vertu de la loi et par la force.* »

Depuis 1997, les anciens ouvriers de Nueva Florencia affirment être la cible de nombreuses manœuvres d'intimidation et de représailles en raison de leurs activités syndicales. Selon eux, leurs enfants se sont vu refuser l'accès aux services de la clinique locale, située sur les terres de cette exploitation. Par ailleurs, ces ouvriers disent avoir été mis à l'index, de telle sorte qu'ils ne peuvent plus trouver de travail dans les exploitations environnantes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les conflits sociaux entre les communautés agricoles et les grandes exploitations sont un problème courant au Guatemala. En décembre 2005, l'agence gouvernementale *Dependencia Presidencial de Asistencia Legal y Resolucion de los Conflictos sobre la Tierra* (CONTIERRA, Instance présidentielle d'assistance judiciaire et de résolution des conflits agraires) a évalué à 1 052 le nombre de conflits agraires, dont la moitié présentent un caractère social. L'absence de mesures efficaces de protection des droits syndicaux des travailleurs agricoles a fait l'objet de nombreuses critiques de la part d'organisations telles que les Nations unies, outre celles émises par Amnesty International (pour de plus amples informations, vous pouvez consulter le rapport *Guatemala: Land of Injustice?*, AMR 34/003/2006 du 29 mars 2006).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet pour la sécurité de 11 anciens ouvriers de l'exploitation agricole de Nueva Florencia et pour celle de leurs proches ;
- exhortez les autorités à ouvrir une enquête impartiale et exhaustive sur les coups de feu qui auraient été tirés par des agents de sécurité, à rendre publics les résultats de ces investigations et à traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez aux autorités que les défenseurs des droits humains ont le droit de mener à bien leurs activités sans restriction et ni crainte de représailles, comme le proclame la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

APPELS À :

Président de la République :

Presidente de la República de Guatemala.
Licenciado Oscar Berger Perdomo
Casa Presidencial, 6 a. Avenida, 4-41 zona 1
Ciudad de Guatemala
Guatemala
Fax : +502 2238 3579

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente,* / Monsieur le Président,

Secrétaire aux questions agraires :

Secretaria de Asuntos Agrarios
Lic. Mariela Aguilar
12 Avenida 19-01, Zona 1
Ciudad de Guatemala
Guatemala
Fax : +502 2285 2938

Formule d'appel : *Estimada Lic. Aguilar,* / Madame,

COPIES À :

Pastoral de la Tierra
14 Avenida 5-26
Zona 3, Quetzaltenango
Guatemala

Fax : +502 7767 2044 (si quelqu'un répond, veuillez demander la ligne de fax : « *el tono de fax, por favor* »)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 20 JUILLET 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.